

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Grogne-a-La-SNVI-De-Rouiba-Les.html>

la protestation des travailleurs du CVI de Rouiba à travers des extraits d'articles de quelques journaux

- Lutttes sociales en Algérie -
Publication date: mardi 8 novembre 2016

Description:

Les protestataires issus de toutes les unités de la SNVI s'en sont pris aux responsables de l'entreprise, leur reprochant de ne pas avoir tenu leurs engagements de l'année dernière.

"Nous demandons le départ de tous les dirigeants et nous exigeons leur remplacement par des gens compétents qui défendent réellement la SNVI et le secteur public", affirment les manifestants.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

La protestation des travailleurs du CVI de Rouiba à travers des extraits d'articles de quelques journaux

El Watan du 24 octobre 2016

Groupe SNVI (Rouiba) : Les travailleurs dénoncent l'arrêt de la production

Le groupe a fabriqué 554 véhicules depuis janvier dernier, soit 25% de l'objectif tracé pour l'année en cours.

Malgré les plans de sauvetage et d'investissement décidés par les pouvoirs publics, la production est loin de redémarrer à la Société nationale des véhicules industriels (SNVI) de Rouiba. Hier, des dizaines de syndicalistes des différentes filiales de ce groupe industriel, qui emploie plus de 7000 travailleurs, ont observé un sit-in devant la direction générale pour dénoncer « *la situation économique statique que traverse le groupe* ».

Cette action a été organisée suite aux inquiétudes exprimées par les travailleurs quant à l'avenir du groupe et de leurs emplois. « *Les employés sont à bout de nerfs. Ils peuvent investir la rue d'un moment à l'autre* », alerte un syndicaliste de la division véhicules industriels. Outre l'arrêt de la production, ses camarades et lui s'insurgent également « *contre le manque de visibilité dans la concrétisation des projets de partenariats et l'opacité qui entoure l'élaboration des organigrammes fonctionnels et du projet de la nouvelle organisation du réseau commercial* ».

...

Les représentants des travailleurs s'élèvent en outre contre la « fermeture des portes du dialogue par les responsables du groupe et le non-respect des engagements contenus dans le PV de réunion du mois de juillet dernier, notamment le point relatif à la confirmation des contractuels ». Ils déplorent aussi « *le manque de transparence dans l'établissement des critères de choix arrêtés pour le transfert des unités dans le cadre du projet de partenariat avec Mercedes (4e JV) et les retards pris pour la construction du nouvel atelier de carrosserie* ».

...

Kebbabi Ramdane

El Watan du 1er novembre 2016

Ils réclament leur salaire d'octobre, la relance de la production et le maintien de la retraite anticipée Le complexe de la SNVI paralysé

Lundi 31 octobre, toutes les filiales du groupe étaient paralysées par un mouvement de grève enclenché par les employés afin de réclamer le versement du salaire du mois d'octobre, la relance de la production et le maintien de la retraite anticipée.

(Dans) Ce fleuron de l'industrie mécanique algérienne, qui emploie 7000 travailleurs environ, ... toutes les filiales du groupe étaient paralysées par un mouvement de grève enclenché par les employés afin de réclamer le versement du salaire du mois d'octobre, la relance de la production et le maintien de la retraite anticipée. Les protestataires soulignent que tout est bloqué au sein du complexe.

A commencer par la production qui stagne depuis plus d'un an malgré les plans d'investissement décidés par les pouvoirs publics. Très inquiets pour leur avenir et le devenir de l'entreprise, les travailleurs ont quitté les ateliers dès le début de la matinée pour se regrouper devant la division véhicule industriel (VIR).

« *D'habitude on perçoit nos salaires le 23 du mois, mais cette fois, il paraît que les caisses sont vides. Et on n'a toujours pas reçu la paie du mois d'octobre* », dénonce Mourad, un ouvrier de la filiale carrosserie. Selon lui, ce problème était prévisible, arguant que l'usine tourne au ralenti depuis plusieurs mois. « *Nous n'avons réalisé que 25% de l'objectif tracé pour l'année en cours. On devait fabriquer 2016 véhicules entre camions et mini-bus. Or, à ce jour, on n'en a réalisé que 560. Pourtant ce n'est plus l'argent qui manque. L'Etat nous a débloqué 17,2 milliards de dinars en janvier dernier dans le cadre du plan d'urgence* », a-t-il indiqué, accusant le gouvernement de favoriser les autres partenaires du groupe, à l'instar de l'émirati Aabar et l'allemand Daimler/Mercedes-Benz.

La SNVI regroupe, pour rappel, cinq partenaires, dont trois ont été créés en juillet 2012, avec un capital de 103 millions d'euros détenu à 51% par la partie algérienne à travers la SNVI (34%) et le MDN (17%), et à 49% par l'émirati Aabar, tandis que l'allemand Daimler/Mercedes-Benz en est le partenaire technologique.

...

« *La situation du groupe est très critique. Tout est fait exprès pour le privatiser. On veut coûte que coûte réduire ses effectifs. Car il est devenu un vrai casse-tête pour le gouvernement* », a expliqué Slimane Belkheir, un syndicaliste du VIR, la maison mère de la SNVI. Un autre syndicaliste affirme que près de 500 travailleurs sont partis en retraite depuis l'annonce de la révision de l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997. « *Aucun employé de la SNVI ne peut travailler jusqu'à 60 ans car il assure des tâches très pénibles.*

Si l'espérance de vie est de 77 ans chez les hommes en Algérie, chez nous, rares sont ceux qui vivent jusqu'à 70 ans », regrette-t-il. Nos interlocuteurs expliquent le ralentissement de la production par « *le laxisme et l'incompétence des dirigeants* ». « *L'Etat a débloqué en février 2014 plus de 91 milliards pour moderniser le groupe. Cependant, hormis la réhabilitation des ateliers, rien n'a été fait pour satisfaire les commandes de nos clients* », déplore M. Belkheir.

Celui-ci précise que tous les avis d'appel d'offres lancés ces derniers mois pour rénover les équipements et redémarrer l'activité ont été infructueux. « **Aucun soumissionnaire ne peut répondre aux cahiers des charges établis par nos responsables. Parfois on lance des avis d'appel d'offres pour l'achat de machines qui sont dépassées et non disponibles sur le marché** », a-t-il indiqué, précisant que les employés sont déterminés à aller jusqu'au bout pour préserver leur outil de travail.?

Kebbabi Ramdane

Liberté du 1er novembre 2016

GROGNE À LA SNVI DE ROUIBA

Les travailleurs exigent le départ des dirigeants de l'entreprise

Par Madjid T

Le ras le bol des travailleurs ne se limite pas au retard de la paie, puisque les manifestants évoquent, également, le manque d'activités au niveau de l'entreprise et dénoncent la suppression de la retraite sans condition d'âge. ??

Plus de 2 000 travailleurs de la SNVI ont observé, hier, un sit-in pour protester contre le retard mis dans le paiement de leurs salaires, notamment celui du mois d'octobre qui n'a pas été versé à ce jour. Seuls les travailleurs disposant de comptes bancaires (BNA) ont vu leurs salaires versés à temps. Les autres, soit près de 70% de l'effectif dont la paie est réglée par CCP, se voient pénalisés une nouvelle fois. Les protestataires issus de toutes les unités de la SNVI s'en sont pris aux responsables de l'entreprise, leur reprochant de ne pas avoir tenu leurs engagements de l'année dernière. "Nous demandons le départ de tous les dirigeants et nous exigeons leur remplacement par des gens compétents qui défendent réellement la SNVI et le secteur public", affirment les manifestants. Mais le ras le bol des travailleurs ne se limite pas au seul retard de la paie puisque les manifestants évoquent, une fois de plus, le manque d'activités au niveau de l'entreprise et dénoncent la suppression de la retraite sans condition d'âge.

Le retard des salaires n'est en fait que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, estime un syndicaliste de l'unité VIR, qui évoque les multiples problèmes que continue de rencontrer la SNVI malgré l'aide que lui a accordée l'État. "À cela s'ajoute l'entêtement du gouvernement qui veut faire passer son projet de retraite qui a déjà dépouillé la SNVI de ses meilleures compétences", nous explique-t-il. À en croire un travailleur de l'unité UCR, la SNVI fait l'objet d'un plan de sabotage en vue de la privatiser. Un autre, chiffres à l'appui, évoque le maigre taux de production en dépit des 17 milliards de dinars accordés au titre du plan d'urgence à l'entreprise. "Sur 2036 véhicules programmés pour l'année 2016, seuls 560 ont été livrés", souligne-t-il.

...

El Watan du 4 novembre 2016

Après six jours de grève, le syndicat du groupe SNVI ... a décidé de « rompre tout contact avec la direction » et demandé aux pouvoirs publics « son départ ».

« Suite au refus du PDG de la SNVI d'engager un dialogue avec les travailleurs et leurs représentants, les syndicalistes ont décidé de rompre tout contact avec la direction générale du groupe et des filiales. »

...

le syndicat a évoqué notamment les questions du « devenir de l'entreprise qui est en suspens » et de « la stabilité sociale ». « Nous demandons encore une fois aux pouvoirs publics de désigner à tous les niveaux du groupe SNVI de nouveaux managers compétents et dynamiques en mesure de relancer l'activité », exige le syndicat du groupe dans un communiqué rendu public hier.

la protestation des travailleurs du CVI de Rouiba à travers des extraits d'articles de quelques journaux

Réuni mercredi en session extraordinaire avec les syndicalistes des filiales et des unités, le syndicat du groupe SNVI explique les raisons qui ont motivé cette décision :

« La situation alarmante dans laquelle se trouve le groupe est générée par les résultats catastrophiques enregistrés depuis plusieurs années, et ce, malgré toutes les mesures importantes décidées à son endroit par les pouvoirs publics »,

lit-on dans le même communiqué.

Le premier point de discordance soulevé par le syndicat à l'égard de la direction du groupe est le projet de la nouvelle loi sur la retraite contesté par le syndicat le 23 octobre dernier. ...les travailleurs ont manifesté leur opposition audit projet qui conduit à « la libération en masse du personnel qualifié » à un moment où le besoin se fait le plus sentir. Leur appel « n'a eu depuis aucune suite ».

Primes

Mais ce n'est pas tout. Dans le communiqué, le syndicat avait inscrit dix points qui résument la situation dans laquelle se trouve la SNVI. Le premier est en relation avec la situation économique du groupe que le syndicat décrit comme « catastrophique et statique ». Des travailleurs rejoignent le syndicat dans ses positions et pointent du doigt à leur tour leur direction, qu'ils accusent de « vouloir pousser le groupe à la faillite » : « Que veulent nos responsables ? Où veulent-ils nous conduire exactement ? Veulent-ils en finir définitivement avec la SNVI ? » « Si nous sommes ici, c'est pour travailler.

Mais nos responsables trouvent toujours le moyen de nous bloquer. La plupart de nos machines sont à l'arrêt. Il y a deux ans, nous avions 50 chariots élévateurs. Aujourd'hui, deux seulement fonctionnent. Allez leur demander pourquoi ils refusent de les réparer... » Rachid, 24 ans, est soudeur. Recruté en 2010, pourtant nouveau, il dit avoir constaté lui-même « la dégradation du groupe ». « Ici, les travailleurs ne font que se balader toute la journée. Nos collègues de l'unité autobus, pour ne citer que cet exemple, n'ont rien fait depuis 2014. Avant, ils fabriquaient jusqu'à 28 bus par mois.

Actuellement, ils n'en montent même pas deux. Ceux de l'unité K66 fabriquaient jusqu'à 145 camions par mois. Aujourd'hui, ils peinent à en faire cinq. Si nous résumons nos journées de travail, je dirais que nous passons la matinée à nettoyer nos ateliers avant d'aller déjeuner. Au retour, nous discutons entre collègues, puis prenons une douche avant de rentrer chez nous », regrette-t-il.

...

Les travailleurs parlent aussi de primes supprimées à cause du manque de rendement de leurs effectifs. « La situation de blocage ne nous arrange pas. Nous avons plusieurs primes que nous ne touchons plus car le groupe produit de moins en moins depuis un certain temps. Nous citons pour exemple celle de rendement collectif qui s'élève à 9000 DA et celle de discipline qui peut atteindre 3500 DA. Alors qu'on touchait 48 000 DA de salaire, on a actuellement 30 000 DA ou moins à la fin du mois », s'indignent-ils.

...

« il s'agit aujourd'hui de l'avenir de près de 7000 travailleurs qui peuvent perdre leur poste du jour au lendemain ».

« Si l'entreprise coule, vous imaginez combien de familles seront privées de salaires ? », s'indignent les travailleurs rencontrés à l'entrée de la SNVI. Sur d'autres plans, notamment sur la question des partenariats, le syndicat reproche aussi à la direction générale de « manquer de visibilité dans la concrétisation de ses projets avec ses partenaires ». Pour rappel, la SNVI a signé cinq partenariats notamment avec Daimler et Renault. Mais celui qui suscite les interrogations des travailleurs est celui avec Mercedes-Benz.

« Nous ne tirons aucun profit de notre partenariat avec Mercedes pour ne citer que celui-là.

Pour convaincre nos travailleurs de la rejoindre, Mercedes leur a promis plusieurs avantages, dont l'augmentation des salaires. Mais elle a fini par leur proposer de garder les mêmes, de résilier leurs contrats avec SNVI et de travailler sous contrat avec elle. Son offre a été refusée, bien évidemment. Pour recruter, Mercedes a fini par recourir aux bureaux de main-d'oeuvre (ANEM), expliquent-ils. Mercedes est implantée à l'intérieur du groupe et continue à fabriquer des camions et des semi-remorques. Ça a l'air de bien fonctionner, mais elle n'a pas encore ouvert son marché. Parallèlement, notre situation ne cesse d'empirer.

Alors, dites-nous de quel partenariat parlent-ils s'il vous plaît ? »

Et d'autres travailleurs d'ajouter :

« Nous travaillons beaucoup plus avec le secteur militaire. Mais si l'entreprise décide un jour de s'ouvrir aux particuliers, ce qui n'est pas le cas actuellement, nous vous assurons que nous n'aurons même pas le temps de nous asseoir. L'entreprise pourra prendre un nouveau souffle. Les travailleurs auront du travail. Et ce n'est qu'ainsi que nous pourrons redynamiser le groupe. Nous avons l'impression que ce n'est pas ce qui intéresse nos responsables qui ont, selon nous, d'autres objectifs. »

...

Le syndicat d'entreprise appelle les travailleurs à « demeurer vigilants ». Quant à ces derniers, ils ne se posent qu'une seule question : « Où va la SNVI ? C'est le flou total. Nous n'avons encore aucune perspective, de stratégie ou de plan de remise à niveau de l'entreprise. Mais nous n'arrêterons pas là, car il dépend aussi de notre avenir et celui d'une si grande entreprise publique comme celle de la SNVI. » ??

Meziane Abane

Soir d'Algérie 5 novembre 2016

LES NÉGOCIATIONS ROMPUES ET LA GREVE SE POURSUIT

La SNVI sur une poudrière

Abder Bettache

C'est le statu quo au niveau de la SNVI. Le syndicat du groupe décide « de rompre tout contact avec la direction générale du groupe et des filiales, pour refus du premier responsable de l'entreprise d'engager avec les travailleurs et leurs représentants un dialogue en vue de trouver une issue au conflit », alors que les 2 000 travailleurs de l'unité carrosserie poursuivent, pour le 5e jour, leur mouvement de grève générale.??...

Liberté du 5 novembre 2016

LE CONFLIT ENTRE LA DIRECTION ET LE PARTENAIRE SOCIAL S'ACHEMINE VERS LE POURRISSEMENT

SNVI : plainte en référé contre les syndicalistes

La direction de la SNVI a décidé de poursuivre les syndicalistes de l'entreprise en justice pour grève illégale et entrave au travail, a-t-on appris de sources syndicales. L'affaire, qui a été déjà traitée avant-hier par le tribunal de Rouiba après la plainte en référé déposée par la direction, a été reportée au lundi 7 novembre devant le même tribunal suite à une demande introduite par les avocats du syndicat. Les syndicalistes, notamment ceux de l'unité VIR (véhicules industriels de Rouiba) et de l'unité CIR (carrosserie industrielle de Rouiba) visés par cette plainte, risquent le licenciement au cas où le tribunal déclarerait la grève "illégale". La même mesure disciplinaire peut être étendue aux autres travailleurs grévistes si l'on se réfère aux dispositions de la loi 90-11 et la loi 90-02.

Ainsi la direction de la SNVI a décidé de frapper fort au risque de provoquer un embrasement au niveau de toute la zone industrielle de Rouiba d'autant plus que cette décision est ressentie par les syndicalistes comme une provocation supplémentaire qui risque de pourrir davantage la situation.

"Au lieu de poursuivre en justice les dirigeants pour entrave au droit du travail et mauvaise gestion, ce sont les représentants des travailleurs qui sont appelés devant le juge, c'est triste",

déplore un travailleur de l'unité VIR. D'autres ouvriers de l'entreprise considèrent que ces plaintes s'apparentent à des intimidations visant à casser le mouvement de protestation des travailleurs.

"Mais ces mesures provocatrices ont produit l'effet contraire. Elles ont plutôt soudé les rangs des syndicalistes et des travailleurs", affirme un ouvrier de l'unité CIR. La décision de la SNVI de porter l'affaire en justice intervient quelques heures après que le syndicat du groupe a informé, à travers un communiqué,

"de rompre tout contact avec la direction générale du groupe et des filiales en réponse au refus du premier responsable du groupe d'engager avec les travailleurs et leurs représentants un dialogue pour trouver une issue au conflit qui secoue le groupe".

la protestation des travailleurs du CVI de Rouiba à travers des extraits d'articles de quelques journaux

Le document ajoute que "les syndicalistes demandent, encore une fois, aux pouvoirs publics de désigner, à tous les niveaux du groupe SNVI, de nouveaux managers compétents et dynamiques en mesure de relancer l'activité". Par "tous les niveaux", le syndicat fait allusion au P-DG du groupe et aux directeurs des filiales dont ils exigent le remplacement pour avoir failli à l'application des plans d'investissement financés par l'État. "Nous demandons le départ de tous les dirigeants et nous exigeons leur remplacement par des gens compétents en mesure de redresser l'entreprise et de nous donner du travail", affirment-ils.

Le communiqué de la SNVI rappelle "le contenu des revendications exprimées le 23 octobre 2016 restées sans suite à ce jour et devant le constat préoccupant à plus d'un titre, les syndicalistes ne peuvent rester indifférents et tirent, une fois de plus, la sonnette d'alarme". Pour eux la SNVI traverse une situation économique des plus catastrophiques malgré les différents plans de redressement et les milliards qui lui ont été accordés par les pouvoirs publics. "Compte tenu de l'urgence de la situation, le syndicat du groupe interpelle les responsables concernés pour mettre fin à ce marasme et leur demande de désigner les managers dynamiques capables de mettre en place les mécanismes nécessaires pour la reprise de l'activité", affirme, par ailleurs, le communiqué du syndicat.

Outre la situation économique de l'entreprise, les travailleurs et leurs syndicats respectifs ont réitéré, en citant les revendications du 23 octobre 2016, leur refus de la révision de l'ordonnance 97-13 sur la retraite sans condition d'âge. "Nous insistons pour le maintien de la retraite anticipée et plaidons pour un ajustement graduel de la retraite proportionnelle", répètent-ils. Le syndicat du groupe qui appelle les travailleurs à demeurer vigilants, se dit "résolu et déterminé à défendre les acquis de travailleurs".
